

## La RCA lance une réforme historique du secteur de la sécurité

*Un séminaire dont l'envergure devrait être sans précédent en Afrique*

BANGUI – le 11 avril 2008

Le gouvernement centrafricain lancera un séminaire historique de quatre jours sur la réforme du secteur de la sécurité ce lundi 14 avril 2008, témoignant ainsi de la volonté du pays de tourner la page d'un passé tumultueux et d'avancer vers les objectifs de développement établis dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

Ce séminaire national, initié par le gouvernement centrafricain avec le soutien du PNUD, passera en revue les défis de la réforme du secteur de la sécurité, discutera des mesures concrètes à envisager, et établira un plan d'action à court et moyen terme pour leur mise en œuvre. Le séminaire a été préparé par le Comité National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité, formé de représentants des services de sécurité et de justice centrafricains, du gouvernement et de la société civile. Il discutera principalement des approches particulières et transversales en matière de réforme par rapport aux acteurs nationaux suivants :

- Armée (*Forces armées centrafricaines*);
- Police nationale
- Justice et administration pénitentiaire
- Services de renseignements
- Compagnies de sécurité privée

Le Président de la République Centrafricaine, François Bozizé procédera à l'ouverture de ce séminaire lundi et tirera les conclusions à l'occasion de la clôture jeudi, accompagné du Premier Ministre M. Faustin Touadéra. Le Représentant Résident du PNUD Toby Lanzer s'adressera également aux membres du séminaire lundi.

Dévasté par une série de crises politiques et militaires entre 1996 et 2003, la RCA est parvenu à maintenir une certaine stabilité depuis les élections de 2005, et ce en dépit des conséquences des conflits dans les pays voisins. Des poches de violence et d'impunité subsistent cependant – particulièrement dans le nord-est et le nord-ouest, où les rebelles, bandits et troupes gouvernementales ont été accusés d'avoir commis des atrocités. La crise humanitaire qui persiste dans ces régions, hypothèque les efforts de développement, mettant en lumière la nécessité d'une réforme globale du secteur de la sécurité, afin d'assurer une plus grande stabilité sur l'ensemble du territoire national.

Le gouvernement a identifié la réforme du secteur de la sécurité comme l'un des piliers de son Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, qui détermine les priorités nationales de développement pour la période 2008-2010. Après chaque session de ces quatre jours de séminaire, des comptes rendus seront publiés sur les sites [www.hdptcar.net/blog/ssr](http://www.hdptcar.net/blog/ssr) (en anglais) et [www.cf.undp.org](http://www.cf.undp.org) (en français).

**Contact:** John Ratcliffe, UNDP Public Information Officer  
+236 75 55 95 84  
[john.ratcliffe@undp.org](mailto:john.ratcliffe@undp.org)

\* \* \*

*UNDP is the UN's global development network, advocating for change and connecting countries to knowledge, experience and resources to help people build a better life. We are on the ground in 166 countries, working with them on their own solutions to global and national development challenges. As they develop local capacity, they draw on the people of UNDP and our wide range of partners.*